



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/48/860
S/1994/111
2 février 1994
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-huitième session
Point 54 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-neuvième année

Lettre datée du 1er février 1994, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre, datée du 1er février 1994, qui vous est adressée par le représentant de la République turque de Chypre-Nord, M. Osman Ertuğ (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses pièces jointes, qui contiennent le texte de lettres datées des 20 et 28 janvier 1994 que vous a adressées S. E. M. Rauf R. Denktaş, Président de la République turque de Chypre Nord, comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 54 de l'ordre du jour, ainsi que du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Inal BATU

ANNEXE

Lettre datée du 1er février 1994, adressée au Secrétaire général
par M. Osman Ertuğ

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint deux lettres se passant de commentaires datées des 20 et 28 janvier 1994, qui vous ont été adressées par S. E. M. Rauf R. Denktaş, Président de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses pièces jointes comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 54 de l'ordre du jour, ainsi que du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Osman ERTUĞ

Pièce jointe I

Lettre datée du 20 janvier 1994, adressée au Secrétaire général
par S. E. M. Rauf Denktas

Je vous remercie de votre lettre du 17 décembre 1993. A l'issue des élections tenues le 12 décembre 1993, le Parlement et le Gouvernement sont désormais en place. Le programme du Gouvernement de coalition, qui a été approuvé par le Parlement, me confie de nouveau la tâche d'assurer les négociations intercommunautaires. J'ai le plaisir de vous informer que j'ai repris cette tâche et saisis cette occasion pour vous remercier d'avoir ralenti le processus de négociation pendant la période des élections.

Je n'ignore pas que, dans les efforts que vous déployez pour faciliter un règlement global à Chypre, comme approuvé par le Conseil de sécurité, priorité est actuellement donnée à des mesures propres à instaurer la confiance entre les deux parties.

La partie chypriote turque estime que si aucun progrès n'a été accompli sur la voie d'un règlement global depuis 1968, c'est essentiellement à cause de la profonde crise de confiance qui sépare les deux parties. En fait, comme vous l'avez justement souligné dans votre rapport du 19 novembre 1992 (S/24830), il est difficile d'envisager une issue positive des pourparlers tant que cette situation n'aura pas changé. C'est en ayant ces considérations à l'esprit que la partie chypriote turque aborde l'ordre du jour et qu'elle est prête à prendre les mesures appropriées de manière constructive.

Nous vous avons fait part à plusieurs reprises, aussi bien oralement que par écrit, de notre position et de nos vues au sujet des mesures de confiance et constatons avec plaisir que vous partagez la plupart d'entre elles. Nous avons noté que la plupart des vues et idées qui nous sont chères ont été incluses dans les rapports que vous avez présentés au Conseil de sécurité ainsi que dans ceux de l'équipe d'experts internationaux, dont vous avez porté le contenu à notre attention dans votre lettre du 17 décembre 1993. Nous procédons actuellement à un examen approfondi de ces différents rapports.

J'aimerais vous faire part une fois de plus de nos vues.

L'un des principes fondamentaux convenus au cours des négociations est que, dans la recherche d'un règlement global, il importe d'aborder globalement tous les aspects de la question de Chypre. Il va sans dire que les efforts déployés pour instaurer la confiance entre les deux parties devraient rester rigoureusement guidés par ce principe fondamental. Nous avons constaté que les directives fournies aux équipes d'experts internationaux au sujet des mesures de confiance confirment ce principe en précisant que cet ensemble ne constitue pas une fin en soi ni le premier d'une série de mini-ensemble de mesures et que l'approche intégrée de la recherche d'une solution globale au problème de Chypre ne sera pas abandonnée. Nous sommes d'avis, comme l'Organisation des Nations Unies, que les mesures de confiance visent à faciliter le processus politique d'un règlement global.

/...

Comme vous l'indiquez au paragraphe 13 de votre rapport en date du 1er juillet 1993 (S/26026), vu l'objectif visé par les mesures de confiance, il est indispensable qu'aucune des deux parties ne cherche à obtenir un avantage politique quelconque ni n'exige de l'autre qu'elle fasse des concessions d'ordre politique, dans le contexte présent. A ce propos, il a été bien précisé qu'aucune partie ne devrait être appelée à adopter des mesures l'obligeant, directement ou indirectement, à modifier sa position quant au statut politique de l'autre partie. De plus, en vertu de cet ensemble de mesures, aucune des deux parties ne doit transiger quant au fond sur ses positions politiques.

Nous relevons aussi que, selon votre évaluation, la mise en oeuvre de l'ensemble de mesures de confiance aurait pour effet pratique d'éliminer les obstacles d'ordre commercial et économique ainsi que les obstacles aux déplacements à l'étranger auxquels se heurte la partie chypriote turque.

Nous attachons beaucoup d'importance au fait que vous avez donné l'assurance que les avantages et les occasions que l'ensemble de mesures offrirait à la partie chypriote turque seraient importants, égaux, proportionnels et garantis. La sécurité est au centre des préoccupations de la partie chypriote turque dans la recherche d'un règlement global, ce qui a été également confirmé par l'Organisation des Nations Unies. La partie chypriote turque attache une importance particulière à ses préoccupations en matière de sécurité aussi bien dans le contexte de l'ensemble de mesures de confiance que dans celui d'un règlement global. Nous avons en particulier porté à votre attention nos préoccupations en matière de sécurité concernant Varosha dans le document contenant nos questions qui a été remis à vos représentants le 22 octobre 1993. Je ne doute pas que vous accorderez toute l'importance qu'elles méritent à nos préoccupations en matière de sécurité concernant Varosha.

Il est par ailleurs entendu que l'application des mesures de confiance n'entraverait en aucune manière l'usage des moyens limités existants dont dispose la partie chypriote turque mais, au contraire, offrirait des avantages supplémentaires non négligeables, ce qui du reste nous a été confirmé à plusieurs reprises par le Secrétariat de l'ONU. Cet aspect est d'une importance vitale si l'on veut que les Chypriotes turcs apprécient pleinement les avantages que leur offrira l'ensemble de mesures.

Un autre point important à nos yeux est l'accord des Chypriotes grecs, confirmé au paragraphe 24 de votre rapport en date du 1er juillet 1993, en vertu duquel les deux parties s'engageraient à ne prendre aucune mesure de nature à empêcher ou à entraver d'une manière ou d'une autre la libre circulation des personnes ou des biens en provenance ou à destination de l'une ou de l'autre partie de l'île à travers l'aéroport international de Nicosie. Cela a en fait fait l'objet d'une disposition de l'ensemble de mesures de confiance concernant cet aéroport.

A propos du secteur fermé de Varosha, le principal objectif des mesures de confiance est que ce secteur constitue une zone spéciale de contacts, de coopération et d'échanges intercommunautaires bénéficiant aux deux communautés. Il est en l'occurrence indispensable que des garanties suffisantes soient

données au sujet des avantages qu'en retirera la partie chypriote turque. Il est évident que cette question devra aussi être examinée en détail pendant les négociations.

En ce qui concerne l'application de l'ensemble de mesures de confiance, nous sommes convaincus que le lien existant entre le secteur fermé de Varosha et l'aéroport international de Nicosie sera pris en considération. Vous conviendrez qu'il importe de prendre des mesures visant à décourager les deux parties de faire quoi que ce soit qui risque de nuire aux avantages que l'autre partie doit tirer de l'ensemble de mesures. Lors de l'examen de l'ensemble de mesures, une question fondamentale qu'il faudra clarifier est le statut à accorder au secteur fermé de Varosha au cas où la partie chypriote turque se heurterait à des obstacles pour bénéficier des avantages de l'aéroport international de Nicosie. A notre avis, en pareil cas, il sera mis fin à l'administration par l'ONU et la zone en question retournera sous l'administration chypriote turque, en attendant un règlement global.

En plus des avantages à retirer des mesures et arrangements concernant Varosha, j'estime qu'il est superflu de rappeler l'importance des mesures et arrangements relatifs à l'aéroport international de Nicosie dans la levée, au moyen de mesures pratiques, de l'embargo dont la partie chypriote turque a tellement souffert.

A ce propos, nous attachons une grande importance aux arrangements prévus dans l'ensemble de mesures et confirmés au paragraphe 23 de votre rapport du 1er juillet 1993; en vertu de ces arrangements, la "Turkish Cypriot Airline", compagnie aérienne qui a son siège en Turquie, pourra utiliser l'aéroport international de Nicosie selon la formule figurant dans l'ensemble de mesures de confiance et assurant aux Chypriotes turcs la liberté des déplacements à l'étranger et des échanges. Il va sans dire que, dans l'esprit de l'ensemble de mesures de confiance, les citoyens de la République turque de Chypre-Nord pourront emprunter librement l'aéroport international de Nicosie pour se rendre à l'étranger et en revenir. Il est clairement entendu et confirmé par l'ONU que ces arrangements concernant l'aéroport n'affecteront en aucune manière l'utilisation de l'aéroport d'Erçan et les arrangements pertinents en vigueur jusqu'à présent.

Je voudrais souligner que, à notre avis, l'application des 12 autres points de l'ensemble de mesures de confiance pendant la tenue des pourparlers faciliterait grandement la réalisation d'un accord sur cet ensemble.

J'ai le plaisir de vous informer que je suis disposé à collaborer avec vous afin d'aboutir à un accord sur l'ensemble de mesures de confiance, que nous acceptons en principe sur la base de nos interprétations exposées plus haut. A cette fin, je suis prêt à entamer les pourparlers avec le dirigeant chypriote grec, M. Glafcos Clerides.

Je tiens aussi à rappeler que, comme vous le proposiez dans votre lettre du 17 décembre 1993, l'ensemble de mesures devrait être examiné à l'occasion de réunions des deux dirigeants à Nicosie auxquelles participeraient vos représentants.

/...

Il va sans dire que je serais ravi de vous rencontrer au cas où vous m'adresseriez une invitation dans ce sens à tout moment que vous jugeriez opportun.

Enfin, je vous serais obligé de bien vouloir exprimer à l'équipe internationale d'experts que vous avez envoyée à Chypre notre gratitude pour son dévouement et le rapport utile qu'elle a établi.

Le Président

(Signé) Rauf R. DENKTAŞ
